

# 3- pour conclure : quelques idées directrices sur la construction de l'organisation

On ne construit pas l'organisation indépendamment d'une stratégie, mais en fonction de cette stratégie. Pour prendre un exemple : la polémique de Maïtan contre Hansen dans le BI sur l'Amérique Latine. Maïtan écrit : « La guérilla est l'une des méthodes de lutte à utiliser dans un contexte donné qui aide à la construction ou au renforcement du parti. Le camarade Hansen a-t-il jamais pensé opposer, par exemple, construction du parti et participation à une grève générale ? ». Il paraît évident que l'application d'une orientation de lutte armée n'est pas par principe contradictoire avec la construction d'un parti de type léniniste. Ceci dit, la question paraît mal posée par le camarade Maïtan, et le problème réel éludé. En effet une grève générale est l'aboutissement d'un travail de masse, elle le prolonge à un moment donné dans un contexte particulier. La même organisation révolutionnaire qui a développé un travail de masse, syndical en particulier, systématique, doit pouvoir agir au sein d'une grève générale sans modifier radicalement ses propres structures. En revanche, si l'on parle d'une orientation de lutte armée, et plus précisément de guérilla dans le cas considéré de l'Amérique Latine, alors c'est une donnée qui affecte l'ensemble du processus de construction du parti. Les rapports entre construction du parti, lutte armée et travail de masse se posent de façon particulière et complexe. En gros quel type de travail de masse, légal ou semi-légal, dans le mouvement ouvrier et chez les intellectuels, peut faire un parti clandestin engagé dans la lutte armée ? Quelle articulation entre revendications démocratiques et lutte armée ? Quelles structures organisationnelles capables de nouer les deux fronts ?

Cet exemple étant donné, quelles sont pour nous les lignes directrices de construction de l'organisation en fonction des perspectives que nous nous traçons ?

## ● 1) Le rôle de la charpente organisationnelle

Revenons au cas de l'OCI. Sa cohérence aveugle est presque parfaite. La perspective, c'est le F.U.O. Pour réaliser le F.U.O., l'OCI met en place tout un dispositif syndical dont FO, dont l'UNEF-Unité. Pour développer ce dispositif, le moteur organisationnel essentiel, ce sont les fractions nationales dans les différents syndicats, les différentes branches, avec une activité de cellule des plus réduites.

Nous avons pu constater en revanche, face à l'offensive du PCF autour de son programme, quels étaient les dangers qui nous guettaient dans la classe ouvrière. Certains camarades, mal préparés politiquement, et surtout insuffisamment épaulés organisationnellement face à cette offensive, ont eu tendance à esquiver la bataille. En expliquant, comme le texte Antonin-Ménard, que le problème du pouvoir n'est pas posé, qu'un certain type de débat politique devient dans ce contexte une diversion par rapport aux luttes. L'aboutissement de cette attitude, c'est de miser sur la CFDT davantage que sur la Ligue comme instrument de lutte dans la classe face aux staliniens, parce qu'elle est plus crédible, plus en prise sur le quotidien des luttes. L'autre tentation, dans la CGT notamment, a été de répondre à l'offensive des stals par un affrontement ligne contre ligne, fraction contre fraction, renonçant de fait à la perspective éducative de la tendance par une fuite en avant qui n'aurait pu que nous isoler. Dans les deux cas il s'agit, soit en se réfugiant dans la CFDT, soit en portant l'entière responsabilité du débat politique dans la CGT, de compenser

la faiblesse de notre poids politique autonome face aux staliniens.

Nous pensons que là n'est pas la solution. Mais dans le renforcement de notre propre dispositif et l'affirmation de nos propres réponses. C'était là le sens de la campagne sur le Manifeste, envers laquelle les mêmes camarades ont souvent manifesté des réticences sur le thème : c'est un gadget ! Sur le plan organisationnel, cela veut dire aussi que l'effort essentiel doit être porté sur la charpente politique de notre organisation : les directions nationales, les directions de villes, les bureaux de cellule, les cellules, les groupes taupes. On ne construira pas l'organisation par dessus la tête de ses directions. On ne construira pas de travail ouvrier par les fractions, les branches nationales, l'intervention dans les luttes si on ne crée pas les unités politiques (villes, cellules) auxquelles peut se raccrocher notre travail ouvrier. Les lambertistes peuvent organiser des travailleurs uniquement dans les fractions ; c'est cohérent avec leur ligne. L'expérience nous a appris que nous pouvons faire une percée à l'occasion d'une lutte locale. Si nous ne stabilisons pas simultanément la ville et sa DV, c'est du travail perdu. Les commissions, les fractions, les branches sont des auxiliaires précieux, elles doivent absolument rester subordonnées aux directions centrales. De même que les groupes Taupes ne doivent pas, comme c'est parfois le cas se réduire au travail de fraction syndicale, voire de mini-tendance, mais tendre à jouer le rôle d'une cellule politique en respectant les inégalités de compréhension et les rythmes d'évolution des camarades qui y militent.

## ● 2) Penser notre grille d'intervention

Lors du stage des DV du midi, nous avons constaté que notre grille d'intervention sur les entreprises passait presque systématiquement à côté des luttes importantes. Ce n'est pas par hasard. Au début de notre implantation, pour nous imposer face aux staliniens, pour bénéficier de l'appui des branches nationales, pour ne pas disperser nos forces, nous avons généralement fixé notre intervention sur les gros bastions locaux de la classe ouvrière (en ce qui concerne Toulouse et Montpellier : Sud-A., ONIA, PTT, SNCF, Sécurité Sociale...). Cette intervention nous a permis quelques opérations à l'occasion des initiatives nationales (débordement de la manif fonction publique du 4 juin 71 à Toulouse), mais elle restait à l'écart des luttes qui pouvaient se déclencher dans des secteurs plus marginaux et plus turbulents (Hachette à Toulouse, Mamouth, le CROUS à Montpellier, le Crédit Agricole d'Albi, la Samex à Millau), à l'écart aussi de la jeunesse ouvrière.

Le problème qui est posé est celui de la dialectique dans notre intervention entre les vieux bastions ouvriers et les entreprises combattives, entre les cadres syndicaux chevronnés et la jeunesse ouvrière combattive, entre la CGT et la CFDT, étant entendu que la CGT ne recouvre pas forcément les bastions et les cadres chevronnés, pas plus que la CFDT ne coïncide avec les secteurs jeunes et combattifs.

Seulement on constate qu'après une première phase d'affirmation de la Ligue, se manifeste un certain piétinement. Certains camarades peuvent croire que pour avancer un peu plus, il faut prendre une série de mesures élémentaires : améliorer les Taupes, rationaliser le travail, simplifier le langage... Tout cela est indispensable. Mais nettement insuffisant. Il faut modifier plus radicalement notre grille d'intervention locale et régionale afin de